Bảo Đại-Partie 9.
Điện Biên Phủ et Genève ou comment se piéger soi-même

Par Bùi Ngọc Vũ JJR 64

Préambule

Bửu Lộc nommé premier ministre en remplacement de Nguyễn Văn Tâm, présenta son gouvernement le 12 janvier 1954 et partit presque de suite pour les négociations à Paris pour 'parfaire l'indépendance'. On peut noter l'entrée au gouvernement de Nguyễn Đệ et le retour de Phan Huy Quát, important responsable Đại Việt.
Pendant ce temps les 4 Grands bouclaient leurs valises pour se rencontrer à Berlin[1] alors que Navarre se préparait en vue d'une grande confrontation à Điện Biên Phủ et que Giáp masquait encore ses intentions et dirigeait ses troupes vers le Laos.
Navarre avait été nommé commandant en chef des forces en Indochine en mai 1953 avec comme mission de rétablir une situation militaire avantageuse et favorable à une sortie négociée honorable. Il montrait une grande confiance après l'opération Mouette qui avait infligé des pertes importantes à la division 320 du Việt Minh et la prise de Điện Biên Phủ dont le nom ne deviendra célèbre qu'en mai 1954 après la victoire du Việt Minh au même endroit.
Navarre s'attendait à de dures attaques dans les prochains mois mais pensait pouvoir les contenir en mettant au point son plan stratégique qui reçut l'aval de son gouvernement comme de celui des Américains. L'objectif était de préparer une grande campagne offensive pendant la saison sèche suivante pour aboutir à un contrôle total de la situation militaire vers les premiers mois de l'année 1955. Le plan avait ainsi reçu une aide financière supplémentaire de la part des Américains pour sa mise en œuvre.
En revanche, Mendès-France membre de l'opposition, avait un point de vue différent sur le plan 'Laniel-Navarre' : ''Le programme va à l'encontre du désir de la vaste majorité des Français qui veut voir se terminer la guerre d'Indochine ; il est seulement toléré tant qu'il offre une possibilité de succès mais tout revers notable peut alors créer une explosion populaire face à laquelle le gouvernement serait impuissant.''

Điện Biên Phủ, une place forte pour piéger l'ennemi

La position de Điện Biên Phủ transformée en place forte était destinée à protéger le Laos contre les pénétrations et à réduire l'efficacité des opérations vietminh dirigées contre Luang Prabang. Mieux Navarre voulait inciter Giáp à venir masser ses troupes devant Điện Biên Phủ pour avoir l'occasion de leur infliger un grand coup.
Il avait dit à Heath le 5 décembre 1953 ''qu'il pense que certainement le Việt Minh allait attaquer Điện Biên Phủ et il est confiant qu'ils subiraient un refoulement qui leur coûtera cher.''

Dans une discussion avec Heath le 3 janvier Navarre admit tout de même la possibilité de revers dans les semaines à venir tout en montrant sa totale confiance dans le succès de son plan : Les services de renseignements avaient notamment signalé la fourniture de canons antiaériens de 37mm par la Chine au Việt Minh et ces armes pourraient infliger des pertes aux avions français qui jusqu'ici pouvaient bombarder et mitrailler en toute impunité. Le Việt Minh avait aussi reçu des tracteurs pour déplacer les canons de 105mm et les installer en hauteur en surplomb des approches vers Điện Biên Phủ.
À cette occasion Navarre avait fait part de ses principaux besoins supplémentaires en avions - en particulier des bombardiers B26 - en pilotes et en équipes de maintenance.[2]
Une demande officielle par le gouvernement français parvint peu après aux autorités américaines qui lui réservèrent une réponse favorable et rapide. Les deux gouvernements avaient intensément à cœur la réussite du plan Navarre sans laquelle le gouvernement français savait qu'il aurait à prendre la décision de plier bagages et de quitter l'Indochine. C'était justement la dernière des choses que le gouvernement américain voulait voir se produire.

''Le 24 février 1954 Navarre continue de dire qu'il serait capable de « briser le dos de la résistance Việt Minh » d'ici 12 à 15 mois en rappelant qu'il a toujours rattaché à la réalisation de cette conviction un certain nombre de « Si ». La plus importante condition étant que le ministre vietnamien de la Défense lui livre comme prévu les bataillons supplémentaires prêts au combat. Il n'a pas à se plaindre des efforts du ministre de la Défense ou des officiers vietnamiens chargés de l'entraînement des troupes. Compte tenu de l'attitude indolente de l'administration et de la population à l'égard de la guerre le travail réalisé par ces officiers est vraiment remarquable. Il faut trouver un remède pour obtenir une administration et une direction politique plus déterminées et plus efficaces. Si cela n'arrivait pas il ne pourrait pas réaliser son programme.

[1] Conférence des ministres des Affaires Étrangères des 4 Grands tenue à Berlin du 25 janvier au 18 février 1954 au cours de laquelle l'organisation d'une conférence à Cinq incluant la Chine fut proposée par l'URSS pour discuter du problème de la Corée et de l'Indochine.
[2] FRUS 1952-1954, Vol XIII The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon January 3, 1954

Le deuxième « Si » lui permettant de réaliser son plan comme programmé est que les Chinois n'intensifient pas leur aide en armement jusqu'à donner au Việt Minh une puissance de feu équivalente à celle des forces franco-vietnamiennes.''[3]

Điện Biên Phủ sous les yeux des Américains

''Le 8 janvier 1954 Allen Dulles, directeur de la CIA et frère de Foster Dulles le Secrétaire d'État, fit le point de la situation militaire : ''La garnison française à Điện Biên Phủ formée de 10 bataillons est actuellement entourée de 3 divisions Việt Minh. Il n'est pas clair si le Việt Minh va engager une attaque frontale de cette position qui est forte et pas en danger immédiat bien que les Français soient en quelque sorte bloqués là-dedans.
L'amiral Radford[4] fit la remarque que Navarre lui avait dit que le Việt Minh pourrait bien prendre Điện Biên Phủ s'il engageait entièrement ses trois divisions et prenait le risque de pertes élevées qui en résulteraient. Selon Radford les forces viêtminh n'étaient pas suffisantes pour à la fois faire le siège de Điện Biên Phủ et engager une opération au Laos et le Việt Minh éviterait un assaut de toutes ses forces sur Điện Biên Phủ.
Allen Dulles poursuivit en soulignant que l'objectif d'une attaque par le Việt Minh de cette forteresse était le dommage psychologique qu'il entendait infliger à la volonté des Français de continuer la guerre. Apparemment cet avantage politique et psychologique leur paraissait valoir les pertes militaires que cela leur coûterait.''[5]
À la date du 14 janvier 11.000 troupes de l'Union Française étaient présentes sur la base de Điện Biên Phủ. Elles ne disposaient que de 6 jours de réserve de vivres mais c'était prévu que le ravitaillement par pont aérien se ferait sans difficultés notables en provenance de l'artillerie antiaérienne du Việt Minh. Les troupes Việt Minh au nombre de 24.000 et organisées en 19 bataillons étaient jugées insuffisantes pour pouvoir prendre Điện Biên Phủ par une attaque frontale.[6]
Cependant la stratégie militaire des Français restait critiquable aux yeux d'Eisenhower qui s'étonna de voir un grand nombre de bataillons français immobilisés dans le delta tonkinois alors que Điện Biên Phủ était entouré par les forces Việt Minh.[7]

Le poisson ne semble pas vouloir mordre à l'hameçon

Le 31 janvier Dejean informa Heath que selon ses renseignements le Việt Minh avait retiré une de ses divisions cernant Điện Biên Phủ pour la diriger vers Luang Prabang.
Cette information fut confirmée par Allan Dulles le 4 février qui l'accompagna d'un constat peu réjouissant : ''Le côté le plus décourageant des nouvelles en provenance de l'Indochine c'est qu'elles donnent la preuve que la majorité de la population soutient les rebelles du Việt Minh. Ceci leur a permis de se saisir de 40 avant-postes durant ces derniers 10 jours.
Le dynamisme est par contre absent du côté des forces franco-vietnamiennes. Ce qui fait vraiment défaut c'est un leader avec certaines caractéristiques d'un Rhee[8]. À l'évidence la plupart des Vietnamiens considèrent que ceci est une guerre coloniale française et il est difficile de régler ce problème sans un changement drastique dans la psychologie des Français.''[9]

Le 9 février Navarre déclara à Heath qu'il regrettait que le Việt Minh eût abandonné l'idée d'attaquer Điện Biên Phủ où il avait la possibilité de lui infliger une défaite substantielle sinon décisive. L'américain lui aussi avait conclu qu'à en juger par sa campagne militaire le Việt Minh se montrait jusqu'ici soucieux de ne pas s'impliquer dans un engagement majeur durant la présente saison sèche.

Premiers doutes américains

Le 5 février Dulles présent à Berlin reçut de la part de Smith, Secrétaire d'État par intérim, une analyse effectuée par les attachés militaires américains à Saigon. ''En bref les officiers américains disent qu'après des débuts prometteurs les actions de Navarre se révèlent être sans aucun doute issues de la même stratégie et des mêmes tactiques qu'avant. Elles sont essentiellement défensives même dans des régions où les Français possèdent des capacités de transport stratégique et une puissance de feu irrésistible. Les bataillons sont dispersés dans l'Indochine entière exactement comme il y a un an et mettent leur confiance derrière les barbelés.
Nos gens disent qu'en profondeur peu de progrès sont réalisés dans les domaines importants de la formation et de la guerre psychologique et concluent en estimant que Navarre a reçu instruction de Paris pour conduire une action minimale en Indochine et améliorer sa position là où il le peut dans le but d'aboutir à des négociations. Par contre ses opposants mènent intelligemment une guerre d'usure sans vraie chance de victoire militaire majeure mais ils ont le temps qui travaille pour eux et une opinion publique française et américaine qui nous imposera au bout du compte des négociations en notre défaveur.
L'opinion de nos militaires bien informés se cristallise en un consensus pour dire que les plus grands freins et restrictions aux actions militaires françaises sont le manque d'officiers, un entraînement inadapté (incluant un mauvais travail d'équipe) et une psychologie défensive. Ils ne pensent pas que la répétition sans limite des approvisionnements américains en matériels corrigerait ces faiblesses.
Ce rapport vous est adressé en toute confidentialité en pensant qu'il vous serait peut être nécessaire pour en parler à Bidault et peut être à Laniel.
Nous avons commencé à envoyer les techniciens que les Français réclament et sommes en train de nous mobiliser aussi vite que possible pour répondre à leurs dernières demandes urgentes mais je sens au Pentagone une sérieuse inquiétude venant

---

[3] FRUS 52-54, Vol XIII, Doc. 577 The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon February 24, 1954
[4] Admiral Arthur W. Radford, Chairman, Joint Chiefs of Staff, considéré comme un faucon n'était pas opposé à priori à l'envoi de l'aviation américaine sur Điện Biên Phủ.
[5] FRUS 52-54, Vol. XIII, Part 1, Memorandum of Discussion at the 179th Meeting of the National Security Council, Friday, January 8, 1954
[6] FRUS 52-54, Vol. XIII, Part 1, Memorandum of Discussion at the 180th Meeting of the National Security Council, January 14, 1954
[7] Memorandum of Discussion at the 181st Meeting of the National Security Council, Friday, January 21, 1954
[8] Syngman Rhee, Président de la République de Corée (Corée du Sud)
[9] FRUS 52-54, Vol. XIII, Part 1, Memorandum of Discussion at the 183d Meeting of the National Security Council, February 4, 1954

de la crainte que peut être mettons-nous dans la place de coûteux équipements militaires qui ferons défaut à nous et à la cause occidentale.''[10]

Une conférence à Genève pour la Corée et l'Indochine

À la fin de la réunion de Berlin, le 18 février, sur insistance de la France fut décidée et annoncée par les 4 Grands l'ouverture d'une conférence à Genève pour le 26 avril, avec la présence de la Chine Populaire[11], pour discuter du sort de la Corée ; les Cinq aborderont, seulement en deuxième phase, le problème de la restauration de la paix en Indochine.
Les Américains s'étaient entendus avec Bidault à Berlin qu'ils ne discuteraient du problème indochinois à Genève qu'à la condition que la France n'acceptât aucun arrangement qui entrainerait directement ou indirectement un abandon de territoires aux Communistes. Leur position au sujet de la Chine était résumée dans un discours du Secrétaire d'État du 29 mars 1954 par la sentence : ''Nous ne sommes pas disposés à donner à la Chine communiste ce qu'elle demande de nous en échange tout simplement de ses promesses d'un bon comportement futur.''[12]

Intentions des alliés de la France

Il est navrant de constater que les trois Grands qui, s'étant mis d'accord pour ouvrir une conférence en principe pour amener la paix en Indochine, ne savaient pas exactement ce que voulaient les uns les autres, ni comment atteindre cet objectif.

Dans le camp américain l'annonce de négociations à Genève fut une surprise pour l'opinion publique comme pour le Congrès. Les esprits étaient tout encore occupés par la question 'Comment renforcer la lutte en Indochine ?' et il n'y avait pas si longtemps le Congrès avait augmenté la contribution américaine de 385.000.000 $ sur la base d'assurances françaises pour une victoire décisive. L'objectif du plan Laniel-Navarre ne serait-il donc qu'une amélioration des positions pour des marchandages plutôt qu'une réelle victoire avec le risque d'une détérioration de l'esprit de combat par la perspective de négociations.
Les Américains qui étaient au fond opposés à l'idée d'une conférence avaient adopté une curieuse attitude : Ils acceptaient de suivre les Français tout en renâclant car il fallait continuer à les séduire dans l'espoir de réaliser la Communauté Européenne de Défense (CED). Ils voulaient ne plus céder de territoire aux communistes après la Chine et le Nord de la Corée, de peur d'une contagion désastreuse dans la région mais ne montraient pas qu'ils étaient prêts à tout faire pour y arriver. Certes ils aidaient bien volontiers les Français en moyens et en matériel et semblaient contents de voir ceux-ci faire le travail à leur place. Ils auraient d'ailleurs bien aimé internationaliser ce conflit par le biais des Nations Unies mais n'avaient jamais réussi à persuader les Français de l'intérêt de la chose.

De fait les Américains étaient très embarrassés et n'étaient pas sûrs des vraies intentions françaises. Dulles alla jusqu'à donner instruction à Heath de se préparer à intervenir auprès du gouvernement vietnamien dans l'éventualité extrême d'un abandon par les Français de la lutte dans des conditions qui obligeraient le gouvernement vietnamien à prendre la difficile décision de capituler ou de continuer seul la lutte. Dulles ne souhaitait pas qu'une telle décision soit prise sans la possibilité pour les États-Unis d'examiner et d'évaluer avec le gouvernement vietnamien les actions concrètes qui permettraient de continuer la lutte dans des conditions favorables. Heath fut autorisé, si la situation se présentait, à préciser que les décisions nécessaires seraient prises promptement au plus haut niveau par le gouvernement des États-Unis qui était très soucieux de préserver la liberté dans la région.[13]

Les Britanniques quant à eux voyaient de trop grands dangers venant des Chinois pour prendre le risque d'aider à une victoire française. Ils tenaient trop à leur position à Hong Kong.

Les Français poussaient à une conférence et selon Pleven, ministre de la Défense, le gouvernement avait mis beaucoup d'espoirs sur une solution à Genève car seule la Chine communiste pouvait régler le problème indochinois. Elle recherchait la reconnaissance et un assouplissement de l'embargo, concessions que les États-Unis étaient dans une position clé pour faire.
En gros, la France principal intéressé, comptait amener la Chine à cesser son aide militaire à Hồ ce qui devrait conduire ce dernier à accepter un cessez-le-feu. Mais qu'avait-elle à sa disposition pour la convaincre ? Elle n'avait non plus aucune solution politique viable à proposer.

Réactions des Quốc Gia

À la session du 23 février du Haut Conseil de l'Union Française, Bidault fit une présentation des développements à Berlin conduisant à la conférence de Genève. Il donna aux représentants des États associés, en présence de Coty, les assurances selon lesquelles la position française à Genève serait préparée avec eux et qu'aucune décision ne serait prise sans leur accord.
La question de la participation des États associés à Genève ne fut pas encore abordée et la position française à ce sujet recoupait vraisemblablement le point de vue du Foreign Office : cette participation n'était pas souhaitée car elle risquait d'entraîner celle du Việt Minh. Les États associés étaient conscients de ce problème et pour cette raison ne se pressaient pas pour demander à venir.[14]

---

[10] FRUS 52-54, Vol. XIII, Part 1, Doc. 536**.** The Acting Secretary of State to the Secretary of State, at Berlin**,** Washington, February 5, 1954
[11] Ceci depuis le début les Américains étaient contre ; ils réussirent à faire mettre dans le communiqué que cela ne constituait en aucun cas une quelconque forme de reconnaissance de la Chine Populaire.
[12] FRUS Doc 670, The Secretary of State to the Embassy in the United Kingdom, Washington, April 1, 1954
[13] FRUS 1952-1954, Vol XIII, Part 1, Doc 673 The SoS to the Embassy at Saigon, Wash. April 1, 1954
[14] FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 259 The Chargé in France (Achilles) to the DoS, Paris, February 24, 1954

Réactions de membres et ex-membres du gouvernement vietnamien

Heath s'était appliqué pour aller recueillir les premières réactions du milieu gouvernemental vietnamien. ''Le ministre de l'Information Lê Thăng dit: Une fois la conférence commencée cela signifie non seulement la fin de la guerre mais aussi la fin du Việt-Nam. Lui-même et d'autres comme lui seraient immédiatement la cible de représailles du Việt Minh une fois qu'ils auraient mis la main sur le pays après un cessez-le-feu et des élections qui amèneraient le retour d'un gouvernement de front populaire. Le seul futur qu'il voit pour lui et ses collègues serait de se lancer dans la lutte.

L'ancien premier ministre Tâm présenta un point de vue similaire. Il a le sentiment que les négociations amèneraient un noyautage politique du pays et « la perte de ce que nous combattons pour ». Cependant il dit qu'il est possible de préserver la Cochinchine et d'en faire un état indépendant.

Trần Văn Hữu considéra que ''s'ils s'entendaient sur un armistice et un plébiscite nous serons perdus aux mains des communistes.'' Pour lui la solution serait de renforcer d'une manière ou d'une autre l'autorité des Quốc Gia et de continuer la lutte jusqu'au point de trouver une base solide pour les négociations. Ceci demanderait au moins 18 mois.

Le ministre de la Défense, Phan Huy Quát soutint qu'une conférence pour discuter de la paix en Indochine n'était tenable qu'avec des États Associés représentés comme entités souveraines.

Le ministre des Affaires Économiques Nguyễn Văn Ty fut le seul à montrer des signes d'optimisme. Il dit que les deux camps du conflit sont profondément las de huit ans de guerre intestine. Tout le monde veut la paix. La conférence aurait le soutien populaire des deux côtés. Mais un armistice et une paix garantis par la Chine communiste seraient perçus par la majorité de la population comme l'absorption de la péninsule derrière un rideau de fer oriental. En revanche la population entière accueillerait la fin des hostilités si elle était assurée par les États-Unis. Un traité avec les États-Unis dans la ligne de l'accord de défense avec la Corée serait suffisante pour sortir le Việt-Nam de la guerre et le garder au sein du monde libre.''[15]

On notera une forte montée des pressions exercées sur Bảo Đại en provenance de la part des éléments nationalistes et notamment du Mouvement d'Union Nationale pour la Paix en faveur des élections pour la création d'une assemblée nationale. L'objectif étant de retrouver une nouvelle légitimité pour représenter le Việt-Nam et renforcer sa position à la conférence de Genève.

Sentiment de l'opinion publique vietnamienne

L'analyse de la presse saïgonnaise effectuée par l'ambassade américaine fit apparaître en premier lieu un profond et puissant désir de paix. La poursuite de la guerre jusqu'au succès final eut peu d'adeptes. L'entrée en scène par d'autres puissances était plutôt perçue comme pouvant aggraver les risques d'un élargissement du conflit. Un thème récurrent était 'Il faut laisser les Vietnamiens régler leurs propres affaires.'
Le point de vue dominant qui venait ensuite exprimait le pessimisme et le doute sur l'arrivée d'un vrai succès de la conférence qui, malheureusement, ne pouvait se conclure que par un rééquilibrage des intérêts des grandes puissances au dépend des intérêts des Vietnamiens.
On nota significativement une absence des thèses anti-communistes dans le contenu des éditoriaux.

L'opinion des gens du Nord pourrait être représentée par celle du gouverneur Trí. Il était convaincu qu'il n'y avait pas vraiment de possibilité de règlement négocié acceptable, avec le Việt Minh séparément ou avec le bloc communiste à Genève. 'Si l'indépendance du Việt-Nam trouvait une expression adéquate à Paris alors le gouvernement vietnamien pourrait formuler sa position qui pour être tenable devrait être soutenue fermement par les États-Unis et consisterait en une opposition à toute reddition même déguisée au Việt Minh. C'est le souhait d'une majorité écrasante de Vietnamiens non-communistes.'

L'attaque tant attendue déclenchée

Le 13 mars 1954 Giáp déclencha ses premiers coups de feu et l'attaque de Điện Biên Phủ comme le souhaitait Navarre. Mais la suite ne fut pas exactement ce qu'il avait imaginé.
L'artillerie vietminh fut capable de verser un feu nourri sur les positions françaises rendant les pistes d'atterrissage difficilement utilisables. Le temps lui-même fut en faveur de l'ennemi avec un brouillard de basse altitude rendant impossible le succès des tirs de riposte. Après presque 4 jours de combats les Français avaient perdu 2 avant-postes et 2 bataillons, ce qui laissait un rapport de force de 11 bataillons contre 28, compte tenu du parachutage de renforts deux jours avant.
Une sinistre consolation pour les Français pourrait être tirée du décompte macabre de cadavres ennemis accrochés aux barbelés qui donnerait après projection une perte de l'ordre de la moitié d'une division.

Une présence chinoise inquiétante

Un mois environ après le déclenchement des premières attaques et malgré des pertes sévères l'ennemi ne montrait pas des signes de faiblesse. Navarre était par contre devenu nerveux et épuisé car les bases de tout son programme furent bouleversées par la présence à Điện Biên Phủ des Chinois avec leurs matériels ramenés de Corée.
Des renseignements détaillés concernant cette aide furent révélés et transmis par le Secrétaire d'État à son ambassadeur à Saigon:
1. Quatorze conseillers techniques au quartier général de Giáp et de nombreux autres au niveau des divisions. Tous sous le commandement du général chinois Ly Chen-hou.
2. Des lignes téléphoniques spécifiques installées, entretenues et exploitées par du personnel chinois
3. 40 canons antiaériens de 37mm contrôlés par radar et manœuvrés par les Chinois

[15] FRUS 52-54, Vol XIII, Doc. 576 The Ambassador at Saigon (Heath) to the DoS, Saigon February 23, 1954

4. Un millier de camions de transport dont 500 étaient arrivés depuis le 1er mars tous conduits par les Chinois
5. Une aide substantielle en matériel, armes, obus, etc.
Dulles donna des instructions pour que l'US Information Agency, fasse savoir à la presse que les informations étaient en provenance de sources françaises dignes de foi et que ces actions chinoises étaient très proches du type d'agression ouverte auquel il avait fait référence dans ses déclarations antérieures ; le but était d'indiquer aux Chinois qu'ils se rapprochaient dangereusement des sérieux risques pour eux-mêmes.[16]

Premières difficultés- Interrogations américaines

Suite aux premières mauvaises informations faisant état de largages d'approvisionnement pour la garnison française tombés aux mains des troupes Việt Minh les Américains commencèrent à s'interroger sur les moyens d'aider les Français tout en excluant une intervention directe comme l'envoi de troupes terrestres.
Dans la réunion du NSC du 1er avril Eisenhower, inquiet, posait la question : ''Pourquoi les Français étaient-ils allés mettre leurs forces dans un coin éloigné et isolé où on ne peut pas leur apporter du renfort ?'' et malgré l'opposition des chefs d'état-major aux raids aériens utilisant des pilotes et avions américains Eisenhower jugea que la question d'une intervention pour sauver Điện Biên Phủ devrait être débattue au sein du NSC. Il voyait bien cependant que l'équation contenait un millier de paramètres et renfermait de très gros risques.
Quant au Secrétaire d'État il demanda s'il y avait quelque chose que ''nous pourrions faire à temps pour sauver les Français à Điện Biên Phủ''. Il reçut la réponse suivante de l'amiral Radford : ''Les forces américaines pourraient certainement apporter cette aide dès demain matin si la décision en ce sens était prise.''[17]

Utilisation de l'aviation américaine pour frapper un coup mortel?

Dans ce contexte, l'idée d'utiliser la force aérienne pour faire la décision apparaissait comme une évidence. Le 3 avril, en réponse à une question d'un membre du Congrès Radford avait répondu qu'il était raisonnablement certain que l'utilisation de la puissance aérienne américaine pourrait infliger une défaite aux forces des Rouges il y a trois semaines mais qu'il était maintenant **trop tard**[18] [?] pour sauver Điện Biên Phủ.[19]

Demande officielle française

Le dimanche 4 avril l'ambassadeur Dillon fut appelé à Matignon à 23 heures où il apprit par Bidault et Laniel ''qu'une frappe aérienne immédiate par l'aéronavale américaine est maintenant nécessaire pour sauver la situation. Élỳ[20] avait ramené de Washington l'assurance que si la situation à Điện Biên Phủ exigeait un soutien de l'aviation américaine Radford ferait de son mieux pour obtenir cette aide du gouvernement américain. Navarre pense qu'un effort américain relativement mineur pourrait faire renverser la tendance mais espère naturellement un maximum d'aide possible. ''
Très tôt le matin du 5 Dulles s'entretint avec Eisenhower pour lui préciser que pendant ses discussions de fin mars avec Élỳ, en présence de Radford, il fut dit de façon forte et unanime que les États-Unis ne devaient ni ne pouvaient s'engager dans des combats sans avoir les aspects politiques du problème réglés et que Radford ne s'était verbalement engagé sur rien.
En parallèle le 5 avril matin le général Valluy était venu transmettre à l'amiral Radford un câble du général Élỳ formulant au nom du gouvernement français la demande d'une intervention de l'US Air Force au bénéfice de Điện Biên Phủ conformément à ce qu'il avait retenu de ses conversations avec Radford.
Radford informa Valluy qu'effectivement une demande officielle par le gouvernement français était nécessaire et compte tenu des problèmes en rapport avec la constitution la question devait être considérée avec grand soin par le gouvernement américain et traitée par le Secrétaire d'État lui-même.[21]

Refus immédiat américain

Finalement le jour même Dulles rappela au gouvernement français par l'intermédiaire de son ambassadeur ''qu'il est impossible pour les États-Unis de s'impliquer dans des actes de guerre en Indochine sans arrangement politique avec la France et d'autres pays. De plus un feu vert du Congrès serait nécessaire. Après discussion au plus haut niveau je dois confirmer cette position.''[22]
À la réception de la réponse négative de Dulles, Bidault dit 'comprendre la position du gouvernement américain mais malheureusement le temps pour former une coalition était passé. Le sort de l'Indochine sera décidé à Điện Biên Phủ dans les dix prochains jours.'

---

[16] FRUS 52-54, Vol XIII, Part 1, Doc 718 The Secretary of State to the Embassy at Saigon, Wash. April 7, 1954
[17] FRUS 1952-1954, Vol XIII, Part 1, Doc 669 Memorandum of Discussion at the 191st Meeting of the National Security Council, Thursday, April 1, 1954
[18] On pourra utilement rapprocher cette réponse à celle donnée plus haut au sein du NSC.
[19] Doc 686 Memorandum for the file of the Secretary of State, Washington, April 5, 1954
[20] Paul Ely, chef d'état-major des armées envoyé en mission aux États-Unis du 20 au 25 mars avait signalé le sérieux déficit français en aviation et réclamé plus d'avions de combat notamment des B26. Il avait particulièrement insisté pour obtenir une réponse à propos de la réaction américaine face à la présence éventuelle de Mig-17 chinois dans le ciel de Điện Biên Phủ mais ne reçut aucune indication précise à ce sujet. Doc. 629. Il apparaîtra qu'Élỳ avait effectivement rapporté au gouvernement français une promesse précise et formelle de Radford d'une intervention aérienne américaine telle qu'elle est racontée par Philippe Devillers dans '*Việt-Nam, de la guerre française à la guerre américaine, p.87 à 91'*.
La promesse fut-elle '*off the record*' ou Élỳ avait-il exagéré sa réalité ? En tout cas, curieusement, Devillers a noté que 'le général Élỳ a rendu compte de cet entretien capital [avec Radford] dans son livre. Il s'est visiblement efforcé de le minimiser.'
[21] Doc 701 Memorandum for the Record by Anderson, Assistant to the Chairman of the JCOS (Radford)
[22] Doc 695 The Secretary of State to the Department of State, Washington April 5, 1954

Compte tenu de l'urgence le gouvernement français transforma sa demande en une demande de livraison immédiate de 10 à 20 bombardiers B29 avec les bombes et les munitions appropriées ainsi que le personnel pour maintenir ces avions en opération.[23]

Vif mécontentement de Dulles

Le 7 avril Dulles écrit à son ambassadeur en France : ''Le Département de la Défense est en train d'examiner la faisabilité et les implications de la demande de B29 avec tout le sérieux et la diligence réservés à chaque demande française.
Je crois que vous devriez savoir que je suis profondément perturbé par le contenu de ces dernières demandes aussi bien que par leur ton. Non seulement elles apparaissent comme ayant été avancées sans avoir été examinées dans le détail quant à leur faisabilité du point de vue politique ou militaire mais elles comportent des accents qui semblent suggérer que les Français peuvent bien se préparer à nous mettre sur le dos la responsabilité d'une perte de Điện Biên Phủ.
Tandis que pas un seul instant nous ne minimisons la gravité de la situation militaire, que notre but continuel est de faire tout le possible pour aider, je pense que vous devriez faire savoir à Bidault que nous avons des difficultés pour concilier notre décision, prise moins de douze heures après la demande d'un pont aérien pour transporter deux bataillons de l'Afrique du Nord en Indochine[24], avec les informations selon lesquelles le premier ne sera pas prêt à partir avant le 20 avril et le second pas avant mai…
Mais finalement la réaction de Bidault à la suggestion sérieuse et de grande portée d'une coalition est bien plus perturbante car elle n'est pas digne de personnes responsables. Je crois sincèrement que c'est le réflexe primaire et précipité d'un homme profondément harassé, ayant perdu le sens de la perspective et de l'entendement. Ceci est compréhensible au vu des pressions qu'il doit subir mais n'est pas favorable à une collaboration efficace entre nos deux gouvernements.''[25]

Les Français réclament de nouveau une frappe aérienne

Sur le chemin de Genève, le 22 avril Dulles eut une discussion avec Bidault en présence du général Ély pour la partie concernant l'Indochine. Selon ces derniers 'la situation à Điện Biên Phủ est en ce moment virtuellement désespérée et rendue compliquée par les désaccords entre les généraux [Navarre et Cogny[26]]. Une percée de sortie est impraticable car implique l'abandon des blessés et du matériel. La situation ne pourrait être sauvée que par une intervention aérienne massive opérée par les Américains.'
Dulles donna une réponse par écrit à Bidault juste avant de partir pour Genève en rappelant qu'il avait déjà expliqué le 14 à Bidault qu'un acte de guerre des États-Unis devait recevoir une autorisation préalable du Congrès. Qu'une telle autorisation ne pouvait en aucun cas être obtenu en quelques heures ni obtenu tout court sans un arrangement cadre intéressant les autres nations concernées de la région…
''L'aspect constitutionnel du sujet mis à part j'ai demandé un avis des militaires qui m'ont confirmé que l'attaque massive que vous envisagez ne pourrait pas faire lever le siège de Điện Biên Phủ. Même la chute de Điện Biên Phủ à supposer qu'elle se produise ne devrait pas être considérée comme altérant de manière concrète et vitale votre position militaire en Indochine. L'action courageuse des défenseurs de Điện Biên Phủ a causé tellement de pertes aux attaquants que quelle qu'en soit l'issue la balance des forces du point de vue militaire resterait favorable à l'Union Française. Il n'est pas évident pour nous que sa chute devrait nécessiter un cessez-le-feu qui dans les conditions présentes porterait gravement atteinte aux possibilités défensives de la région et au moral des gouvernements des États associés.''[27]

En réponse Bidault insista sur l'occasion unique de détruire une large part des forces vietminh mais Dulles ne vit pas l'intérêt de poursuivre l'échange.

Tentative de Dulles auprès des Britanniques

Dulles sonda tout de même les intentions britanniques à propos de cette demande française en déclarant à Anthony Eden que si les Britanniques étaient d'accord pour se joindre aux Américains, le président des États-Unis serait prêt à demander l'approbation du Congrès pour une intervention américaine avec ses forces armées en Indochine ; l'élément essentiel permettant de demander et de rendre certain cette approbation serait que l'intervention fût basée sur une action conjointe américano-britannique. Radford précisa à Eden que la meilleure contribution immédiate pour les Britanniques serait l'envoi d'escadrons de la Royal Air Force stationnés en Malaisie ou à Hong Kong.
Radford était particulièrement préoccupé par la situation à Điện Biên Phủ dont la chute, à son avis, pourrait entraîner des désertions des troupes de l'armée gouvernementale, des émeutes et des massacres de civils français. Le sort des unités françaises isolées serait très menacé. Il ne garantit pas le succès de l'entreprise mais pensait qu'au moins elle créerait un choc psychologique chez les Vietnamiens avec un effet stabilisateur permettant d'éviter un effondrement général et un retournement contre les Français. Eden promit de rentrer à Londres le soir même pour en discuter avec le premier ministre et le Cabinet et revenir sur le continent le lendemain pour la conférence avec une réponse.[28]

---

[23] Radford doute que les Français soient en situation de pouvoir réellement utiliser les B29. Il leur est proposé des Corsairs à la place.

[24] Le 3 avril Dulles avait signalé à Bonnet que la demande d'aide urgente du gouvernement français exprimée hier soir pour un pont aérien devant amener deux de ses bataillons stationnés en Afrique du Nord jusqu'en Indochine venait juste de recevoir une réponse positive.

[25] Doc 713 The Secretary of State to the Embassy in France, Washington, April 7, 1954

[26] Cogny est très critique de la conduite de la bataille à Điện Biên Phủ menée par le Haut Commandement

[27] Doc 793 The Secretary of State to the Department of State, Geneva, April 24 1954

[28] FRUS 52-54, Vol XIII, Doc 788, Memorandum of Conversation, by the Assistant SoS for European Affairs (Merchant), Paris, April 26, 1954

À deux jours de la conférence, situation désespérée à Điện Biên Phủ

Sur place, le 24 avril Navarre confia à McClintock que ‘‘la guerre d’Indochine, soit doit se terminer par une paix négociée, soit doit être internationalisée avec la participation de toutes les armes américaines incluant l’infanterie. Điện Biên Phủ s’avère être une tragédie car selon le concept stratégique de Navarre son principal effort était planifié pour n’atteindre une pleine maturité qu’en octobre. Entre-temps le choix de la conférence de Genève avait agi comme sinistre catalyseur entraînant comme résultat la concentration par l’ennemi de la totalité de ses forces à Điện Biên Phủ avec une aide chinoise croissante.
La situation est réellement désespérée. Navarre confirme la perte du ‘point 1 Huguette’[29] ce qui réduit à presque zéro la zone de largage pour les approvisionnements. Sur l’effectif de 9.000 hommes sous le commandement de De Castries 3.000 seulement sont en état de combattre, en raison de la fatigue et de l’usure apportées par un combat commencé depuis le 13 mars.’’[30]

Nouvelle insistance française

Avant le départ de Dulles au soir du 24 avril pour Genève Laniel était venu lui dire que la perte de Điện Biên Phủ entrainerait probablement la chute du gouvernement et signifierait la fin du combat français. Il était donc nécessaire que les États-Unis prennent des actions immédiates pour éviter une telle catastrophe.
Dulles lui répondit que :
« 1. Les États-Unis ne peuvent intervenir sans l’approbation du Congrès.
2. Les membres du Congrès ne sont en aucun cas d’accord pour intervenir sauf en collaboration avec les Britanniques et avec la garantie de l’indépendance pour les États Associés.
3. La procédure pour obtenir une approbation du Congrès demande des semaines, il faudrait donc que les Français tiennent bon à tout prix.»
Dulles ajouta ne pas connaître encore ce que serait l’attitude des Britanniques qui avaient grande crainte d’un conflit avec la Chine rouge.[31]

De son côté Ély reparla aussi de la frappe américaine à Radford comme représentant officiel du gouvernement français et de soldat à soldat. Selon Radford ‘‘Il dit venir pour demander une intervention américaine en sachant bien qu’elle serait sans influence sur la situation à Điện Biên Phủ. L’important est dans l’effet psychologique qu’elle produirait dans l’opinion publique en France et aussi en Indochine.
Il souligne que l’opération Vautour doit être engagée indépendamment de l’issue à Điện Biên Phủ et avant la capitulation ou la perte de cette position. Quand je lui demande ce que c’est que l’opération Vautour il dit que c’est le nom donné à l’intervention aérienne américaine et s’est montré surpris du fait que je n’en ai jamais entendu parler avant.’’[32]

Si on connaît la manie des Américains à vouloir tout planifier on ne peut douter de la réalité de la préparation d’une telle intervention, qu’elle s’appelle Vautour ou pas, surtout quand Radford avait terminé son rapport à Eisenhower de la visite d’Ély en mars par ‘‘Je considère que les États-Unis doivent se tenir prêts à agir en force et promptement en réponse à une possible demande dans l’affolement et de dernière minute des Français.’’

Le refus américain expliqué par Eisenhower

Eisenhower l’avait écrit à Gruenther : ‘‘Votre opposition à l’étonnante proposition d’une intervention américaine unilatérale en Indochine rejoint exactement la mienne…Aucune puissance occidentale ne peut intervenir militairement en Asie, à l’exception d’un concert de plusieurs [nations] incluant nécessairement des peuples d’Asie…
Même si nous pouvions par une frappe soudaine sauver la garnison de Điện Biên Phủ, je crois que les conditions envisagées par les Français sont telles que le monde libre aurait plus à perdre qu’à y gagner. Ni les Britanniques ni les Français n’acceptent l’idée d’une coalition quoique pour des raisons totalement différentes. En conséquence nous avons l’obligation de ne rien faire alors que la situation du point de vue tactique s’empire de plus en plus.’’[33]

Position du gouvernement britannique rapportée par Eden

Dulles revit Eden dès l’arrivée de ce dernier à Genève le 25 avril au soir. D’emblée Eden lui dit que les nouvelles qu’il avait pour lui n’étaient pas exactement ce qu’il souhaiterait entendre. Les chefs d'état-major britanniques considéraient qu’une intervention aérienne sur Điện Biên Phủ n’aurait pas d’effets décisifs sur la bataille. Personne ne pouvait prévoir où cela mènerait et aux yeux de l’opinion du monde libre ce serait une grave erreur que de l’entreprendre.
La position du gouvernement britannique était de réserver aux Français tout le soutien diplomatique possible pour les aider à trouver un règlement satisfaisant. Une fois ce règlement trouvé la Grande Bretagne était disposée à le garantir.
Ce jour-là, déjà, les Britanniques envisageaient la partition comme une solution possible qui permettrait le sauvetage d’une part substantielle du pays.
Compte tenu de cette position des Britanniques, pour Dulles, les chances d’une capitulation française étaient encore plus élevées et ce serait une sérieuse erreur que d’accepter la perte de toute l’Indochine tout en pensant pouvoir tenir le reste du Sud-Est Asiatique.[34]

---

[29] Huguette est le nom donné par le colonel De Castries à l’un des 4 points d’appui avec Dominique, Béatrice et Gabrielle implantés autour de la piste d’aviation et qui forment le dispositif central de défense de Điện Biên Phủ.
[30] FRUS 52-54, Vol XIII, Part 1, Doc 783 The Chargé at Saigon (McClintock) to the DoS, Saigon, April 24, 54
[31] FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 353, Memorandum of Conversation, by the Assistant SoS for Far Eastern Affairs (Robertson), Geneva, April 25, 1954
[32] Doc 792 Memorandum for the File by the Chairman of the JCOS (Radford), [Paris] April 24 1954
[33] The President to the Supreme Allied Commander, Europe (Gruenther), Washington April 26, 1954
[34] FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 352, Memorandum of Conversation, by the Secretary of State, Geneva, April 25, 1954

Eisenhower avait aussi noté pour l'histoire que ''les Britanniques ont pris une position définitive contre toute discussion collective en vue d'une alliance anti-communiste en Asie du Sud Est. De plus, apparemment, Eden est venu à la conférence de Genève avec de strictes instructions pour presser instamment en faveur d'un cessez-le-feu probablement dans une indifférence complète au regard des décisions complexes que les Français et les Vietnamiens sont amenés à prendre.
La seule raison que nous voyons pour cela est que les Britanniques ont peur qu'une continuation des combats entraine l'implication d'autres pays et l'augmentation du risque d'une troisième guerre mondiale.''[35]

Retour en arrière sur les préparatifs politiques de la conférence de Genève

Rencontre entre Bảo Đại et Dulles

Bảo Đại était arrivé à Paris au début du mois d'avril pour chapeauter une éventuelle participation à la conférence de Genève. Il reçut le Secrétaire d'État Dulles le 24 avril avant le départ de ce dernier pour Genève qui s'enquit de l'avancement des négociations franco-vietnamiennes. Bảo Đại lui confirma que sur l'aspect politique un accord était acquis avec la France reconnaissant l'indépendance du Việt-Nam et le Việt-Nam acceptant de rester au sein de l'Union Française. Les conventions annexes couvrant les aspects financiers étaient cependant encore en discussion.[36]
Dulles changea de sujet pour demander ce que ferait le Việt-Nam en cas de cessation de l'effort militaire français. Bảo Đại lui assura que l'armée et le peuple vietnamien continueraient le combat mais auraient besoin de moyens venant de pays amis pour ce faire. À la question de Dulles 'Quels moyens étaient nécessaires ? Bảo Đại lui répondit 'Des armes.'
Bảo Đại se lança ensuite dans un long développement un peu surréaliste : 'Il se pourrait que Điện Biên Phủ soit la dernière bataille des Français. Les Vietnamiens eux n'ont pas encore livré la leur. Il n'y a aucun doute que l'armée nationale soit prête et déterminée à combattre jusqu'à la victoire. Lors de la dernière cérémonie de fin d'études des centaines d'officiers lui ont fait allégeance et prêté serment de mener la lutte à la victoire, ce qui a créé un courant très favorable dans l'opinion.
Le retrait des Français, si vraiment il se produisait, faciliterait la résolution du problème de recrutement et de développement de l'armée. Jusqu'ici le Việt Minh a un avantage pour faire de la propagande. Ils peuvent affirmer qu'ils combattent pour l'indépendance du Việt-Nam et pour chasser les agresseurs français. Dans les territoires contrôlés par le gouvernement il y a toujours le trouble créé par la présence des troupes françaises et la question de savoir si les forces gouvernementales combattent vraiment pour le Việt-Nam ou la France. Avec le retrait des Français ceci disparaîtrait.'
Dulles souleva la question d'une participation du Việt-Nam à la conférence. Bảo Đại fit savoir que 'le Việt-Nam accepterait une invitation sur une base d'égalité avec tous les autres participants et comme un état indépendant et souverain. Cependant si la conférence invitait le Việt Minh ceci créerait une situation délicate car le Việt Minh ne représente pas un état mais n'est constitué que de rebelles.'[37]

Qui doit être invité et qui doit participer ?

Alors que les combats faisaient rage à Điện Biên Phủ à l'approche de la date d'ouverture de la conférence de Genève qui devait commencer par sa phase coréenne, des consultations tripartites France, États-Unis et Grande Bretagne furent mises sur pied pour préparer et harmoniser les différentes positions.
Tout de suite le sujet de la participation du Việt-Nam et du Việt Minh apparut comme un des sujets délicats. Chauvel présenta au ministre vietnamien des Affaires Étrangères, présent à Paris pour les pourparlers franco-vietnamiens, la position américano-britannique qui était en faveur d'une présence vietnamienne comme 'état concerné'. Nguyễn Quốc Định acquiesça et signala son attente de voir le gouvernement français proposer une telle participation. Il ajouta que si les Russes proposaient le Việt Minh il souhaiterait voir la France s'y opposer et dans le cas d'insuccès, insister pour que le Việt Minh n'ait pas le même statut que le Việt-Nam. En cas de refus par l'autre côté le gouvernement vietnamien souhaiterait être consulté par le gouvernement français avant l'acceptation de la formule d'une invitation conjointe au Việt-Nam et au Việt Minh comme des participants de plein droit. Chauvel commenta qu'il était impossible pour la France de rompre les discussions portant sur l'organisation de la conférence avec comme raison un refus de la participation du Việt Minh.[38]

Le 22 avril à la réunion tripartite qui réunissait les trois ministres des Affaires Étrangères, Bidault proposa pour la phase Indochinoise de la conférence la formule composée des 4 puissances, plus les trois États Associés et les états limitrophes, soit la Chine communiste (déjà invitée), la Thaïlande et la Birmanie. Il signala le problème de 'la participation du Việt Minh qui ne concerne pas le gouvernement français mais le gouvernement vietnamien.' Il dit que le Việt-Nam est un État Associé indépendant et que son gouvernement préfèrerait fortement que Hồ Chí Minh ne soit pas présent. Aussi la position française était de s'opposer à la présence Việt Minh et de proposer une invitation aux trois États Associés. Si cette première proposition était rejetée par les Soviétiques une deuxième proposition serait d'accepter la présence Việt Minh avec une certaine restriction de ses facultés. Si les Soviétiques insistaient sur l'égalité de statut entre Hồ et Bảo Đại le gouvernement français ne prendrait position qu'après consultation avec le gouvernement vietnamien. Entre-temps il chercherait une formule qui donnerait l'apparence d'avoir évité une participation du Việt Minh au même rang que les autres états. Il tient particulièrement à éviter une reconnaissance de facto de Hồ.[39]

---

[35] Memorandum for the Files by the President, Washington April 26, 1954

[36] Le 28 avril la France et l'État du Việt-Nam publièrent une déclaration conjointe annonçant la conclusion de deux traités régulant leurs relations mutuelles. Le premier accordant une totale indépendance au Việt-Nam et le deuxième définissant les termes de leur association au sein de l'Union Française. Les traités ne seront initialisés que le 4 juin par Laniel et Bửu Lộc mais ne furent jamais ratifiés.

[37] FRUS 52-54, Vol XIII, Part 1, Doc 787 Memorandum of Conversation by the Ambassador (Heath), Paris April 24, 1954

[38] FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 334 The Ambassador in France (Dillon) to the DoS, Paris April 16, 1954

[39] FRUS 52-54, Vol. XVI, Doc 347, United States Minutes of a Tripartite Foreign Ministers Meeting, Paris, April 22, 1954

La veille, le Việt-Nam fait entendre sa faible voix

Le 25 avril le cabinet de Bảo Đại à Paris publia un communiqué soulignant que ‘‘Bảo Đại et le gouvernement du Việt-Nam ne se considèrent pas liés par toute décision française à Genève allant à l’encontre des intérêts du Việt-Nam.’’
Nguyễn Đắc Khê, l’adjoint au chef de délégation, était venu expliquer aux Américains que ‘‘les Français ont failli dans leur coordination avec le gouvernement vietnamien au sujet de Genève. La réunion des représentants du Việt-Nam, du Cambodge et du Laos avec Bidault le samedi soir du 24 ne peut être considérée comme une vraie réunion de travail répondant à l’attente des Vietnamiens pour une coordination des positions avant l’ouverture de la conférence. Cela a entraîné la crainte des Vietnamiens de voir la France accepter une partition ou d’autres mesures ayant pour effet le bradage du Việt-Nam et c’est ce que le communiqué a exprimé.’’

Il est particulièrement significatif que la critique du « manque de coordination » de la part des Français soit considérée comme non fondée par Dillon qui l’attribue à une réaction ayant pour origine la peur des Vietnamiens pour les négociations de paix à Genève. Ce détail constitue l’illustration parfaite du peu de poids des Quốc Gia dont l’avis légitime ne fut pas pris en considération alors même que leur propre destin était soumis aux décisions des autres.

Au milieu de ces préparatifs en vue de discussions pour une paix dont on ne voit pas à ce moment-là comment elle pourrait se concrétiser et compte tenu de l’évolution de la situation militaire sur place, les marchandages en coulisse entre la France, les États-Unis et la Grande Bretagne avaient plutôt pour sujet ‘quand et comment aider la France à ne pas subir une défaite à Điện Biên Phủ’ comme on l’a vu ci-avant.
L’opération nommée Vautour par les Français avec l’utilisation massive de forteresses volantes américaines fut envisagée mais son plan rejeté par Eisenhower.[40] L’idée d’une utilisation de l’arme nucléaire tactique avait même été émise au sein du NSC, mais sans aucune suite pratique.

Ambiance morose à l’ouverture de la conférence

La conférence de Genève réunissant 19 délégations s’ouvrit le 26 avril 1954 sous la présidence du Prince Wan de Thaïlande sans grand espoir et perspective de réduction des tensions en Corée comme c’était le but initialement. On retint surtout le refus de Dulles de serrer la main au chef de la délégation chinoise Chou En Lai lors de leur première rencontre.
Les discussions s’enlisaient très vite et au bout d’une semaine Dulles s’en alla pour Washington, laissant à son adjoint Bedell Smith le soin de diriger la délégation américaine. Les États-Unis n’étaient pas très optimistes quant aux résultats de la conférence.[41]

L’état d’esprit du président des États-Unis qui prévalait à ce moment-là fut consigné dans un courrier à un ami personnel avec qui il correspond fréquemment : ‘‘La situation générale en Asie du Sud Est qui est dramatiquement incarnée par la bataille de Điện Biên Phủ est très compliquée et s’est développée depuis longtemps. Elle implique de nombreuses discussions au niveau international dans le contexte d’un désir frénétique de la France de vouloir rester une grande puissance. Mais en même temps les Français se font eux-mêmes échec au travers de leurs profondes divisions qui entraînent une grande indécision chez eux.
Depuis plus de trois ans j’ai poussé auprès des gouvernements français successifs les opportunités pour trouver une certaine manière d’internationaliser [le conflit]; une telle action serait la preuve au monde entier et tout particulièrement aux Vietnamiens que la France ne poursuit pas de but à caractère colonial mais veut une défaite communiste et l’octroi de la liberté aux natifs de la région. La réponse a toujours été vague, faisant référence au prestige national, aux limitations constitutionnelles, aux inévitables effets auprès des peuples marocain et tunisien, accompagnée de dissertations sur les difficultés politiques et les batailles au sein du Parlement français.
Le résultat est que les Français ont totalement échoué à produire tout semblant d’enthousiasme de la part des Vietnamiens pour participer à la guerre.
En tout cas toute nation intervenant dans une guerre civile peut rarement espérer vaincre à moins que le camp auprès duquel elle se range ne possède un haut moral basé sur une cause à laquelle il croit. Les Français ont utilisé des paroles ambiguës pour promettre l’indépendance et pour cette raison autant que pour d’autres ils ont subi des revers irrémédiables.’’[42]

À Điện Biên Phủ dégradation dangereuse de la situation pour les Français

Eisenhower comptait dire à sa conférence de presse du 29 avril sur l’Indochine que ‘‘Les Français ont monté Điện Biên Phủ comme un symbole et sont en train d’essayer de le défendre contre de pires difficultés. Ils y perdent leurs troupes aguerries et la plupart des nouveaux renforts qu’ils essayent d’y parachuter. Navarre n’écouterait pas nos conseillers - pourquoi je ne le sais pas- sur les manières de secourir Điện Biên Phủ. Les Français perdent aussi un grand nombre d’avions et de parachutistes à l’approche de la place en annonçant leurs positions sur la radio en clair français au lieu d’utiliser un code.’’[43]
Il avait noté dans ses mémoires qu’à la 194ème réunion du NSC du 29 avril il lui fut rapporté que : ‘‘La situation à Điện Biên Phủ est devenue impossible. La zone de défense française a rétréci jusqu’à ne plus avoir qu’un périmètre de 1500 yards de diamètre rendant les opérations de largage des approvisionnements extrêmement difficiles. Les forces françaises se sont

[40] Selon Edgar Faure qui a reçu des confidences d’Eisenhower, ce dernier avait choisi la carrière des armes par pacifisme : « J’abhorre la guerre et j’ai pensé que c’était comme militaire que j’avais le plus de chance d’œuvrer pour sauvegarder la paix.», *Mémoires I, Avoir Toujours Raison…C’est un Grand Tort*, p. 552
[41] De fait la conférence de Genève sur le problème coréen se termina par un communiqué signé par les représentants des 16 nations alliées, publié le 15 juin 1954 et faisant le constat de l’impossibilité d’arriver à un accord et de l’inutilité de la poursuite des discussions.
[42] The President to Captain Hazlett, Jr., USN (ret.) April 27, 1954
[43] Doc 816 Hagerty Diary, April 29, 1954

réduites à 8500 troupes d'infanterie et 1200 artilleurs face à une force Việt Minh de 40.000 hommes. Une colonne de 3.000 Vietnamiens qui a fait le piètre effort d'apporter du secours n'a pas réussi à affecter la bataille.''[44]

La faute à Navarre ?

O'Daniel[45] récemment nommé chef du MAAG avait donné l'explication suivante aux difficultés françaises : ''Navarre n'a pas la capacité requise pour mener une guerre au niveau nécessaire à une victoire en Indochine. Il a bien agi jusqu'à sa décision de se retrancher à Điện Biên Phủ avec une mauvaise estimation des capacités de l'ennemi à se renforcer, de la solidité de la position et de la puissance de ses propres forces. Il a montré dans les derniers jours des signes de défaitisme.
Envoyer des troupes américaines et d'autres renforts serait un gaspillage sous le commandement français actuel qui n'arrive pas à maîtriser des opérations à grande échelle et qui s'entête à refuser l'aide et les conseils extérieurs.''[46]

Défaitisme et résignation de Navarre

''Le 6 mai Dejean revint de Hanoi avec les dernières nouvelles sur les nouveaux combats à Điện Biên Phủ. Les batteries antiaériennes de l'ennemi étaient devenues plus efficaces et depuis trois jours les Français perdaient en moyenne trois avions par jour.
Dejean demanda à Navarre s'il était possible d'envoyer une colonne pour secourir Điện Biên Phủ et reçut une réponse négative. Selon Navarre il faudrait 12 à 15 bataillons et toute la logistique qui allait avec, mais il n'en disposait pas. En d'autres termes, dans son jugement, Điện Biên Phủ allait inévitablement être perdu, à moins qu'un cessez-le-feu ne fût arrangé dans les quelques jours à venir.
Dejean dit qu'il était vigoureusement opposé à l'idée d'un cessez-le-feu et avait câblé cela à Bidault la nuit dernière. Navarre était tellement tendu et focalisé sur la bataille qu'il ne pouvait plus réaliser qu'un cessez-le-feu sans condition, accepté dans le cadre d'un armistice, serait fatal à la force française en Indochine mais aussi à la position de la France en Europe.
Dejean qui était, de loin, plus rude et courageux que Navarre avait souligné qu'après la chute de Điện Biên Phủ les Français avaient encore des cartes militaires en main. La pluie avait commencé de tomber et bientôt avec les chutes torrentielles de la mousson le commandement Việt Minh aurait à mouvoir ses troupes pour leur éviter l'enlisement. Les Français auraient alors l'opportunité de frapper le Việt Minh dans leur tentative de regroupement si Cogny pouvait recevoir du renfort et si la puissance de l'aviation pouvait s'exercer.
Nous devrions soutenir en urgence les recommandations de Dejean à son gouvernement. Les deux plus hauts officiels français en Indochine sont en train de suggérer deux politiques diamétralement opposées et ironie de la guerre c'est le général qui souhaite une reddition alors que le diplomate veut aller de l'avant.''[47]

À Genève impasse sur la Corée et rien de précis sur l'Indochine

Le 4 mai Margerie avoua à la délégation américaine que les Français n'avaient pas encore de propositions précises pour en discuter avec les Américains faute de pouvoir déjà s'entendre entre eux. Ils étaient aussi ennuyés que comme pouvaient l'être les Américains par l'attitude britannique qui interdit tout progrès vers une action commune et toute discussion sur une éventuelle partition. Il rappela les indications précédentes selon lesquelles 'les Français envisagent une complète évacuation du Laos et du Cambodge par le Việt Minh suivie d'arrangements de cessez-le-feu dans différents endroits et moments sous contrôle international et le regroupement des forces françaises en des zones clés.' Il promit de faire connaître leurs intentions aussitôt qu'elles se seraient précisées et d'insister auprès de Bidault pour des consultations le plus tôt possible avec la délégation américaine.[48]

Et Điện Biên Phủ succomba-Ouverture de la conférence sur l'Indochine

Le Việt Minh mit fin à toutes les supputations et discussions sur la deuxième phase de la conférence quand, le 7 mai 1954 la garnison de Điện Biên Phủ fut submergée par les troupes de Giáp, aidées puissamment par les Chinois. Les Américains n'avaient rien tenté pour sauver Điện Biên Phủ, faute de pouvoir rallier les Britanniques dans une action commune.
La première session plénière sur l'Indochine fut immédiatement ouverte le jour suivant, 8 mai à 16 heures 45. Alors que les Français songeaient jusque-là à faire des difficultés pour sa participation, le Việt Minh non seulement avait forçé glorieusement leur entrée mais imposa encore de fait le commencement de la conférence. Il faut réaliser qu'ils s'y étaient préparés avec soin depuis des mois et avaient sacrifié des dizaines de milliers d'hommes dans ce but.
Il apparaît clairement que l'annonce de négociations à Genève fut le catalyseur poussant le Việt Minh à mettre toutes ses forces dans une bataille dont il savait que l'enjeu n'était pas tant dans le fait militaire que dans l'annihilation de la volonté de combattre des Français.

Le piège tendu par Navarre au Việt Minh s'était finalement retourné contre les Français qui furent réduits à concéder au Việt Minh une position de force inestimable avant le début des négociations.

Bùi Ngọc Vũ, JJR 64
Chatenay-Malabry, juillet 2015

---

[44] Eisenhower, *Mandate for Change*, page 354
[45] O' Daniel était arrivé à Saigon le 12 avril en remplacement du général Trapnell à la tête du MAGG dont les missions étaient inchangées.
[46] FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 359, Memorandum by the Special Adviser to the US Delegation (Heath) to the SoS, Geneva, April 26, 1954
[47] FRUS 52-54, Vol XIII, Part 1, Doc 835 The Chargé at Saigon (McClintock) to the DoS, Saigon, May 6,1954
[48] FRUS 52-54, Vol XVI, Doc 436 The US Delegation to the DoS, Geneva, May 4, 1954